

*Patrice de Plunkett*

FACE À L'IDOLE ARGENT

**LA RÉVOLUTION**  
**DU PAPE**  
**FRANÇOIS**

ARTÈGE

Face à l'idole Argent  
la révolution du pape François

Tous droits de traduction,  
d'adaptation et de reproduction  
réservés pour tous pays.

© 2015, Groupe Artège  
Éditions Artège  
10, rue Mercœur - 75011 Paris  
9, espace Méditerranée - 66000 Perpignan

*[www.editionsartege.fr](http://www.editionsartege.fr)*

ISBN : 978-2-36040-591-6  
ISBN epub : 978-2-36040-761-3

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

direction prise par l'Église catholique depuis le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, pour s'ajuster à la tâche d'évangéliser le monde nouveau.

En 1978, la fraction traditionaliste de la Curie protesta devant une inquiétante concession aux mœurs démocratiques : Jean-Paul I<sup>er</sup> avait décidé de se rendre à pied à son intronisation, renonçant ainsi à la *sedes gestatoria* (trône mobile à quatorze porteurs) et aux *flabellae* (grands éventails de plumes) utilisés depuis la Renaissance, quand le pape devait manifester son autorité dans une Europe de souverains.

En 1984, Jean-Paul II installa une piscine (offerte par des Canadiens) dans la résidence d'été de Castel-Gandolfo : le pape devenu missionnaire mondial, tâche exténuante, devait se maintenir en forme. Ce « modernisme » physique choqua de pieuses gens.

On s'indigna encore en 2014, quand François – installé au Vatican dans 70 mètres carrés – décida de ne plus aller à Castel-Gandolfo et d'en ouvrir les jardins au public ; l'évêque de Rome, qui avait été celui des bidonvilles de Buenos Aires, ne voulait pas de ce palais princier. « C'est la fin des papes-rois », déploraient les uns. « C'est le début des papes du peuple », applaudissaient les autres.

Mais ce « début » avait commencé depuis un certain temps déjà. En 2005, les téléspectateurs de toute la planète avaient vu la sobriété intense des funérailles de Jean-Paul II : l'image télévisée du cercueil posé à même le sol sur le parvis extérieur de la basilique, devant un grand évangélaire dont le vent tournait les pages, avait frappé l'opinion.

La papauté use des moyens d'aujourd'hui pour faire comprendre sa mission de toujours : comme à l'époque du concile de Trente (1545–1563) – et afin d'évangéliser un monde

chaque fois sans précédent –, l'Église se libère du périmé pour se recentrer sur l'essentiel. Jean-Paul II avait montré à nouveau que l'Église est universelle ; Benoît XVI avait montré à nouveau que le Christ est le cœur de l'Église ; François montre, à sa façon révolutionnaire, comment vivre le message dans une société sans précédent. Le souci de l'Église n'est pas de « défendre » un monde évanoui : il est d'évangéliser le monde réel.

Le printemps 2015 a donc vu éclore l'encyclique *Laudato Si'*. Elle est révolutionnaire, c'est le pape qui le dit : « Ce qui arrive nous met dans l'obligation d'avancer dans une révolution culturelle courageuse... » (§ 114).

Et le préfet de la Doctrine de la foi, ce cardinal Müller que des conservateurs rêvaient d'opposer au pape, applaudit l'encyclique :

« Il ne s'agit pas de considérations théoriques avec quelques objectifs pratiques. Le pape ne veut pas seulement une amélioration dans les détails, mais une conversion fondamentale au vu de l'aggravation critique de la situation générale, qui ne permet plus d'esquive. »

En quoi l'encyclique est-elle révolutionnaire ? En ceci : elle répond à une situation économique, sociale, environnementale, qui « ne permet plus d'esquive ». Et elle y répond de façon concrète. Elle n'hésite pas à descendre sur le terrain, notamment sur le plan de l'écologie : par exemple le rôle de l'industrie dans le changement climatique, le marché des OGM, la crise de l'eau, sujets dont François parle avec plus de technicité que Jean-Paul II lui-même ne l'avait fait dans son grand message du 1<sup>er</sup> janvier

1990.

L'encyclique n'hésite surtout pas à s'en prendre – de façon explicite et directe – à la cause économique de ce qu'elle déplore : le système ultralibéral productiviste, ce casino financier qui saccage de la planète et blesse, inséparablement, l'humanité et la biosphère. *Laudato Si'* annule ainsi la tactique de théoriciens qui avaient su, depuis vingt-cinq ans, convaincre une partie du public catholique (français et nord-américain) de la compatibilité de l'ultralibéralisme avec la doctrine sociale de l'Église.

François avait porté un premier coup à l'ultralibéralisme en 2013, dans l'exhortation apostolique *La joie de l'Évangile*, en pulvérisant le dogme du *trickle-down* (« ruissellement ») selon lequel l'enrichissement des plus riches profite mécaniquement aux pauvres : idée fausse, opinion « jamais confirmée par les faits » et qui exprime « une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et dans les mécanismes sacralisés du système économique dominant » (§ 54), tranchait le pape !

Il accusait ce système :

« Alors que les gains d'un petit nombre s'accroissent exponentiellement, ceux de la majorité se situent d'une façon toujours plus éloignée du bien-être de cette heureuse minorité. Ce déséquilibre procède d'idéologies qui défendent l'autonomie absolue des marchés et la spéculation financière. Par conséquent ils nient le droit de contrôle des États chargés de veiller à la préservation du bien commun... » (§ 56).

C'était la condamnation pure et simple de l'ultralibéralisme

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Terre, Toit, Travail ! »

Aux militants qui l'écoutaient, il a lancé :

« Vous êtes des poètes sociaux ! Des créateurs de travail, des constructeurs de logements, des producteurs de nourriture, surtout pour ceux qui sont marginalisés par le marché mondial... »

Ces paroles n'étaient pas seulement destinées aux pauvres d'Amérique du Sud. Elles s'adressaient aussi, dans l'hémisphère Nord, aux hommes et aux femmes de bonne volonté qui rêvent d'une économie différente : et, parmi eux, aux chrétiens qui prennent l'Évangile au sérieux. Ils sont plus nombreux que ne le croient nos médias.

### ***Une aube libératrice***

*La Joie de l'Évangile, Laudato Si'* et le discours de Santa Cruz : ces trois textes-événements ont fait l'effet d'une aube libératrice dans les milieux croyants, des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis existait depuis plusieurs années une « aile marchante » du catholicisme, moins tapageuse mais plus significative que l'aile conservatrice « identitaire ». Beaucoup d'évêques américains allaient dans son sens. Certaines de ses figures – souvent irlando-américaines – commençaient à être connues dans le reste du monde...

Ainsi le P. Matthew Malone, rédacteur en chef de la revue jésuite *America*. Ce repentini de la droite ultra-libérale s'était converti au catholicisme social après avoir lu René Girard. Il déclarait maintenant :

« Nous avons un parti pris, celui des pauvres et des plus vulnérables. *America* croit que l'œuvre de justice sociale fait partie intégrante de notre engagement de disciples du Christ. Nous croyons que les êtres humains ont le devoir de prendre soin les uns des autres, surtout des derniers et des plus vulnérables d'entre nous ; ce qui exige des structures sociales et politiques promouvant la responsabilité, l'égalité des chances, la distribution équitable des ressources sociales, et un solide réseau de sécurité sociale. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle témoigne amplement en faveur de l'enseignement social catholique : il n'y a pas de solution étatique à tous les problèmes, mais pour de nombreux problèmes la seule solution vient de l'État. »

Ce langage américain là s'éloignait vraiment de l'ultralibéralisme. Il s'éloignait aussi d'un catholicisme polémique... Comme le faisait remarquer le P. Malone, il ne s'agissait pas de brandir des « principes chrétiens » comme des drapeaux de parti, mais de ne pas perdre du regard la personne du Christ qui conseille autre chose :

« Tout ce que l'Église enseigne en plus d'annoncer le Christ, n'est existentiellement intelligible que dans la relation consciente et vivante avec la personne du Christ ! Le christianisme n'est ni un parti ni une idéologie, puisqu'il ne désigne pas « d'ennemi conceptuel a priori », insistait le jésuite... La société étant faite « d'hommes condamnés à discuter ensemble », les catholiques qui se mêlent de communication doivent « dépasser les clivages partisans,

et trouver leur dynamisme et leur crédibilité dans le scandale de l'Évangile plutôt que dans une vision du monde identitaire. »

Beaucoup de positions prises par les évêques américains allaient dans ce sens. En juillet 2013, quelques mois après l'élection du pape François, naissait le *Catholic Climate Covenant* (« pacte catholique pour le climat »), mouvement dont la devise était *Care for Creation and the Poor* (« prendre soin de la création et du pauvre ») et qui appelait à prêter un « serment de saint François » pour faire « le premier pas dans la bonne direction »... Lorsque parut l'encyclique, cette Amérique catholique a jubilé.

En France aussi apparaissait, depuis quelques années, une forme inédite de catholicisme engagé. Version intégrale (donc non-conformiste) de la génération Jean-Paul II, ces jeunes foyers se voulaient « catholiques sociaux » dans toute la puissance chrétienne du terme. Ils rêvaient de rupture avec le carriérisme, de sobriété heureuse, de luttes solidaires et de responsabilité écologique.

Beaucoup étaient des lecteurs du philosophe Jean Basteire (1927–2013), vieux « chrétien catholique socialiste libertaire », pionnier de la pensée catholique en écologie<sup>8</sup> et auteur de cinquante livres. Beaucoup fréquentaient le blog *Églises et écologie* du scientifique, journaliste et religieux assomptionniste Dominique Lang. Beaucoup s'étaient rencontrés en novembre 2011, aux premières « Assises chrétiennes de l'écologie » réunies à Saint-Étienne sous l'égide du diocèse et de la revue *Prier* : ce forum inédit avait réuni de but en blanc 1 500 personnes pendant trois jours, dans le cadre austère d'un grand

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

gay » et de les présenter comme l'arrière-pensée du pape : avec ça on affolerait l'opinion catholique française (à peine remise des émotions de la Manif pour tous)... et on la rendrait sourde à ce que pourrait dire ensuite ce pape dans le domaine économique.

Tel était au moins le calcul.

L'opération se déroule au seuil de l'hiver 2014. Sa cheville ouvrière est un journaliste italien appartenant au club de presse des *vaticanistes* (petit métier romain regardé comme pittoresque par les Italiens, mais bénéficiant en France d'un respect lié au mythe des « secrets du Vatican »). Ce journaliste se met à diffuser le buzz : le pape François est « rallié à la mode des nouvelles mœurs », il veut « liquider la théologie morale »... Une véritable désinformation gonfle alors autour du synode. Les débats entre évêques sont maquillés en crise gravissime. Un cardinal de Curie écarté par le pape – Raymond Leo Burke, proche de la droite républicaine aux États-Unis – est érigé (plus ou moins contre son gré) en figure de proue de l'opposition. En 2013, ce cardinal avait déclaré que *La joie de l'Évangile* ne faisait pas partie du Magistère ; en 2015, il va accréditer l'idée que le synode est aux mains de la subversion. Cette campagne contre le synode ressemble à celle d'une fraction de la Curie contre le concile Vatican II (entre 1962 et 1965). Elle risque d'avoir un effet comparable : le désarroi des laïcs catholiques, spécialement en France... Les médias de droite à Paris gobent le buzz de « François mettant en danger la famille chrétienne ». Paraissent des articles et des livres où le pape est traité de bradeur, voire de théologien nul, par des journalistes fort peu théologiens eux-mêmes.

En octobre 2014 est annoncée l'éventualité d'un voyage du pape dans l'Hexagone : François reçoit aussitôt une pétition de « jeunes laïcs catholiques » – pleine de méfiance inavouée – qui

lui dicte ce qu'il devra dire « aux catholiques français », en proie, comme chacun sait, à la pire des persécutions.

En décembre 2014, nouvelle pétition, orchestrée cette fois par un groupuscule aux yeux duquel toute critique du capitalisme est un complot de Satan. Intitulée *Filiale supplique*, ce texte est un ultimatum doucereux qui prie le pape de bien vouloir ne pas « dissocier la pratique pastorale de l'enseignement légué par Jésus-Christ »... Cette insolence est signée d'une kyrielle de signatures mondaines, parmi lesquelles on s'étonne de trouver celle du cardinal Burke.

L'hostilité d'une partie des catholiques de droite envers François déteint sur la droite laïque. Le 27 novembre 2014, à RTL, le polémiste Éric Zemmour se déchaîne contre François, « pape postchrétien » qui joue « du misérabilisme compassionnel pour soigner sa popularité auprès des médias ». L'absurdité de cette violence verbale – semblable à celle de Fox News – est d'autant plus grande que son prétexte est inconsistant... Zemmour s'est emparé de la visite de François aux institutions européennes à Strasbourg, l'avant-veille : visite politique au cours de laquelle le pape (venu parler aux eurodéputés) n'est pas « allé à la cathédrale », absence dont Zemmour lui fait honte : il y aurait rencontré – affirme le polémiste – les vrais catholiques, ceux de la droite manifestante ! Le polémiste entreprend alors de disqualifier le pape François sur le plan religieux à coups d'accusations énormes : ce pape, dit-il, « ne parle pas des racines chrétiennes de l'Europe », il « prononce à peine le nom de Dieu et pas celui du Christ », « il ne parle pas de l'avortement, de l'euthanasie et du mariage homosexuel », « il jette les dogmes aux orties pour complaire à l'époque », « il transforme l'Église en ONG »... Et voici le sommet de la diatribe (où l'on retrouve la campagne lancée par d'autres, huit jours plus tôt) :

« Le récent synode de la famille et sa complaisance pour le mariage homosexuel avaient déjà troublé les chrétiens. En France, ceux qui avaient manifesté contre le mariage pour tous, au nom de leur foi, s'étaient sentis trahis. Ce voyage à Strasbourg finit par les désespérer ! »

Tous ces griefs sont injustes et faux. Le pape a dit le contraire de ce que prétend Zemmour. Ce dernier n'a même pas lu le discours de François aux eurodéputés, ni demandé l'avis de lobbyistes catholiques européens comme Gregor Puppinck ou Maria Hildingsson... Mais les griefs de Zemmour correspondent à l'image dont une partie de la droite française affuble François en cet hiver 2014 : « Le pape qui désespère les vrais catholiques. »

D'où vient cette lourde et fausse sollicitude envers les catholiques, de la part de ténors de droite que l'évêque de Nanterre, quelques mois plus tôt, appelait « les athées pieux » ? Pourquoi prétendent-ils que « le vrai catholicisme d'aujourd'hui » se confond avec la droite politique ? Mais surtout : de *quoi*, au juste, essaient-ils de détourner les catholiques français ?

La réponse est dans le calendrier. Quelques mois avant le début de cette campagne, le pape François a fait savoir qu'il préparait une encyclique sur l'écologie et qu'elle prolongerait la critique économique amorcée dans *La joie de l'Évangile*. C'est de cela que l'on a voulu détourner les milieux catholiques, en noyant dans le brouillard l'image morale du pape.

Celui-ci ne fait pourtant que poser un regard chrétien sur la réalité d'aujourd'hui...

---

1. « Holisme » (du grec *holos*, « le tout ») : démarche consistant à penser un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Ce constat n'est pas « de l'idéologie », comme disent les gens sérieux. Si idéologie il y a en notre temps, c'est celle de la Croissance Illimitée : elle viole la réalité en imposant un système artificiel, qui transforme les cinq continents en un seul « monde » agglutiné en marché unique, sillonné de transferts de marchandises, perforé d'extractions de combustibles et affolé par le casino électronique de la spéculation. Le bilan humain, social (et même économique) de ce système est dévastateur, soulignent un nombre grandissant d'analystes, qu'ils soient prix Nobel d'économie ou anti-libéraux résolus. Quant au bilan environnemental, il est flagrant ; certains des plus ironiques écolophobes d'hier se font discrets aujourd'hui devant l'évidence.

Tandis que 3,5 milliards d'humains de l'hémisphère sud n'ont toujours pas accès à une source d'eau saine, un rapport des Nations-Unies (mars 2014) signale que la course industrielle à la croissance – pompant 20 % de la ressource en eau pour produire de l'énergie – « pèse de plus en plus lourd sur les prélèvements hydriques » : il s'agit d'eau gaspillée massivement dans l'extraction des combustibles fossiles (notamment le gaz de schiste et les sables bitumineux), dans le refroidissement des centrales, ou dans l'irrigation des plantations géantes de maïs et de colza destinées aux agro-carburants... Aux États-Unis et en Europe du Nord, les centrales thermiques consomment encore plus d'eau que l'agriculture industrielle ; selon les projections du rapport, la demande en électricité pourrait augmenter de 70 % d'ici à 2035 sous la pression de la Chine et de l'Inde. Un aquifère sur cinq n'a plus le temps de se renouveler ; la cause de cette surexploitation est le modèle économique global, et le réchauffement du climat va encore aggraver la situation.

Le 16 janvier 2015 dans la revue *Science*, l'équipe

internationale de chercheurs groupée autour du climatologue australien Will Steffen annonce que « la planète a dépassé certaines de ses limites » : la menace de changement climatique augmente, l'érosion de la biodiversité<sup>21</sup> est dans le rouge, la déforestation africaine et sud-asiatique explose sous l'effet de la spéculation foncière, l'agro-industrie inonde les sols de phosphore et d'azote... Au moins cent mille « entités nouvelles » (substances de synthèse) sont introduites par l'économie dans le « système Terre », signale *Science* : les effets de certaines de ces entités sont imprévisibles et elles ont échappé – au nom de la Croissance – au principe de précaution. C'est le cas des formes de vie transgéniques, des nanoparticules, des microplastiques... « L'introduction d'entités nouvelles dans l'environnement est un sujet d'inquiétude à l'échelle globale lorsque ces entités sont persistantes, qu'elles se dispersent à grande échelle et qu'elles ont un impact potentiel sur des processus vitaux du système Terre », soulignent les chercheurs.

Cinq jours après la parution de leur étude dans *Science*, ses auteurs en communiqueront les conclusions au Forum économique de Davos. C'était l'auditoire logique : même si les avertissements des scientifiques pèsent peu au regard des intérêts financiers, le saccage de la planète est le résultat du modèle économique : un modèle dont le règne n'était ni nécessaire, ni inéluctable, et qui fut imposé au monde par un très petit nombre d'hommes. Ces hommes, le pape François les désigne, sans les nommer mais avec une vigueur inédite de la part de l'Église moderne.

Dans *La joie de l'Évangile*, en effet, il met en garde l'opinion contre « le projet de quelques-uns destiné à quelques-uns » : « une classe, une fraction, un groupe, une élite », et non « le peuple et sa culture » (§ 239). Dans *Laudato Si'*, le pape

juge « terriblement risqué » de laisser le pouvoir techno-économique entre les mains d'« une petite partie de l'humanité » (§ 104) ; il incrimine « ceux qui tirent profit » de la précarité des institutions (§ 142) et « la minorité en possession du pouvoir économique et financier » (§ 203). Dans le discours de Santa-Cruz, il accuse « les institutions financières et les entreprises transnationales », et il appelle les peuples à s'affirmer face « aux grands dirigeants, aux grandes puissances et aux élites ». Le message est martelé : quitte à être taxé de *populisme*, label infamant dans l'Union européenne, François nomme les choses. Il récuse le dogme marxiste de la lutte des classes ; mais il n'hésite pas à dire que le système global est servi par ce que Jacques Attali – peu suspect de populisme – décrit sous le nom d'« hyperclasse mondialisée ».

Cette netteté conceptuelle du pape François, et sa hardiesse à l'exprimer sans souci des susceptibilités bourgeoises, est révolutionnaire en soi. Elle désigne les problèmes sans les contourner, elle mobilise les foules qui l'écoutent. Et elle oblige une partie des catholiques européens à sortir de leur salon mental : ce système de dénégation du réel qui produisait un langage d'esquive et de contournement, dès que l'on abordait les questions d'intérêts économiques.

C'est en cela que la révolution du pape François ouvre une porte très inattendue aux catholiques français : celle de la convergence possible – déjà amorcée – avec certains de ceux qu'ils prenaient pour leurs ennemis héréditaires, les contestataires anticapitalistes venus de la gauche radicale. Voilà une surprise, et même un choc psychologique. Mais comme dit le Tao : « Pourquoi vouloir éviter l'inévitable ? »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'environnement ». Mme Hidalgo paraît avoir lu et apprécié l'encyclique. Mais son enthousiasme écolo-papal se teinte d'une arrière-pensée : la conférence climatique de Paris est en vue, et l'Élysée croit que cet événement spectaculaire servira la campagne présidentielle socialiste de 2017. Alexis Tsipras, au contraire, n'attendait du pape aucun bénéfice ; il a même pris le risque d'irriter – avec sa déclaration – une partie de l'opinion grecque.

L'effet François n'a pas fini de surprendre... Il surprend d'ailleurs les plus conservateurs des catholiques français, navrés d'avoir vu le pape argentin (incongru lui aussi) recevoir chaleureusement le trublion grec, voué aux gémonies par la presse financière et Nicolas Sarkozy.

## ***Un examen de conscience : l'exemple agricole en France***

Le pape est « l'homme le plus courageux », affirmait Alexis Tsipras à l'été 2015. Et c'est au courage que ce pape ne cesse d'appeler les catholiques, par exemple dans *Laudato Si'* (§ 114) : « Ce qui arrive en ce moment nous met devant l'urgence d'avancer dans une révolution culturelle courageuse... »

En quoi cette révolution est-elle « courageuse » ? Dans l'hémisphère sud, les pauvres ont besoin de courage physique et moral contre la force injuste : ainsi les Paysans sans terre du Brésil, que le régime de Dilma Rousseff a décrétés « terroristes » – donc passibles de tribunaux spéciaux et de sentences écrasantes. Dans l'hémisphère nord, il s'agit plutôt de courage spirituel et intellectuel : les catholiques français ou américains sont appelés en toutes lettres, par le pape François, à un examen de conscience pour se libérer d'habitudes mentales. Une partie de ces milieux – malgré les encycliques sociales, de

*Rerum novarum* à *Centesimus annus* – avait fini par prendre le modèle économique libéral pour l'ordre du monde, quitte à fermer les yeux sur ses dégâts et à invoquer un libéralisme idéal pour ne pas regarder le libéralisme réel... Position apparemment confortable : mais en réalité périlleuse, puisqu'elle revenait à défendre un système dont les effets blessaient la planète et sa population. De nombreux adversaires de ce système s'indignaient de voir des catholiques nier l'évidence ; aujourd'hui ils les voient clairement rappelés à l'ordre<sup>29</sup> par le pape, interprète de la pensée profonde de l'Église.

Prenons l'exemple du virage industriel de l'agriculture française durant les Trente Glorieuses : virage où des catholiques jouèrent un rôle qui leur est reproché aujourd'hui – non sans raison – par les syndicalistes paysans contestataires et par les tenants d'une agriculture écologique, parmi lesquels des chrétiens de la nouvelle génération.

L'agriculture industrielle et ses « fertilisants, insecticides, fongicides, désherbants et agro-chimiques toxiques », comme dit le pape<sup>30</sup>, épuise les sols, tue la biodiversité et favorise la concentration des terres aux mains de groupes géants, asphyxiant ainsi la paysannerie. Les Français commencent à s'en apercevoir aujourd'hui, mais un peu tard... Lorsque l'engrenage technocratique se mit en route, au tournant des années 1950, quelques-uns s'en inquiétèrent : au premier rang d'entre eux était le chrétien protestant Jacques Ellul, l'une des futures références de José Bové.

D'autres furent moins lucides. La Jeunesse agricole catholique (JAC), mouvement alors prédominant au sein du monde paysan français, se fit l'opérateur de ce qu'on appelait alors « la modernisation des campagnes » : le passage à l'agro-industriel et le laminage du cadastre par remembrement, avec

destruction des haies et des bocages. Comme si le paysage rural de l'Hexagone pouvait devenir un « espace » à l'américaine...

Combattre (en fait) l'exploitation familiale, pousser des paysans à l'exode au nom d'une rationalisation productiviste de « l'espace » : était-ce la vocation d'un mouvement catholique ? Personne ne se posa la question, dans le climat de chantier qui était celui des *fifties-sixties* dans l'Hexagone : « Un bulldozer et deux cents bras / Et passera la route ! » En 1971, Michel Debatisse – ex-secrétaire général de la JAC de 1950 – devenait patron de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles : la FNSEA, pilier de l'agro-industrie et futur rouage de la mondialisation libérale en agriculture.

Ce fourvoisement allait faire l'objet d'une première repentance, de la part du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) qui succédait à la JAC. Mais c'était trop tard. Et l'erreur était d'autant plus grave qu'elle avait été commise au nom d'une vision soi-disant chrétienne de la vie sociale : le célèbre *voir-juger-agir* de l'Action catholique, censé former des individus « capables de prendre leur place dans un monde qu'ils savent comprendre à la lumière des principes chrétiens »... mais qui se soldait, là, par un alignement (au nom du réalisme) sur ce que le pape François, soixante ans après, allait appeler « le paradigme technocratique ». C'est au nom également du « principe catholique de l'unité » – détourné vers le conformisme – que la direction de la JAC avait écarté ses dissidents : ceux qui pressentaient que l'on était en train de commettre une faute. Pendant ce temps, cette direction, bientôt aux commandes du CNJA (Jeunes agriculteurs) puis de la FNSEA, annonçait la future utopie : « N'ayons pas peur d'augmenter la production, le monde a besoin de nous ! »

On attendait une expansion mondiale de l'agriculture française, salut d'une paysannerie réduite en nombre mais

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Mais la réalité est la même pour tous : elle imposera forcément la rencontre des anciens adversaires. D'abord clandestine et nocturne, la convergence inévitable deviendra carrefour en plein soleil.

## ***Une convergence encore plus imprévue***

Les plus radicaux des radicaux sont à Grenoble. C'est un « collectif critique » intitulé *Pièces et main-d'œuvre* : en abrégé, *PMO*. Ce nom bizarre est celui d'un groupe d'intellectuels activistes, fondé à l'automne 2000 pour dénoncer l'emprise croissante des nouvelles technologies et leurs risques pour la société et l'environnement. Manifestations, réunions, livres, tracts, brochures, internet... *PMO* s'est rapidement fait connaître pour la pugnacité de son argumentaire et de ses méthodes d'intervention.

En 2009, le groupe lance une campagne sur les nanotechnologies (du grec *nanos*, « nain ») : c'est-à-dire la fabrication et la diffusion de structures et de systèmes électroniques ou chimiques infiniment petits, à l'échelle de l'atome. Soutenues par des budgets qui se chiffrent en milliards de dollars et d'euros, brevetées et mises en œuvre aujourd'hui par des milliers d'entreprises aux États-Unis, en Europe et en Asie, les nanotechnologies sont aux mains de multinationales. Les nanoparticules prolifèrent dans les produits de consommation courante : vêtements, aliments, ameublement, cosmétiques, électronique, informatique ; on en vient maintenant aux puces d'identification par radio-fréquence (« RFID ») implantées sur des humains à l'aide d'une seringue intradermique... « Les membres du Baja Beach Club à Barcelone se font poser une puce VeriChip, d'Applied Digital Solutions, qui assure une fonction de porte-monnaie virtuel dans

cet établissement », signalait un enquêteur dès 2007<sup>38</sup>. Ce code-barres greffé sous la peau va se généraliser : depuis 2011 les États-Unis ont une loi en ce sens ; depuis 2015, une grande entreprise de Stockholm implante sur ses salariés (entre le pouce et l'index) une puce qui leur sert de clé, de badge et de mot de passe bancaire. En Australie, 25 % des consommateurs sondés se déclarent favorables à l'idée de se faire implanter une puce « servant au commerce ». La première *implant party* parisienne a eu lieu le 13 juin 2015 au festival Futur-en-Seine, « le *best-of* des innovations numériques »...

On ne semble pas se demander ce que devient l'humain, ainsi incorporé à la machinerie. Certaines propriétés des nanomatériaux éveillent pourtant des inquiétudes : les puces sous-cutanées peuvent être cancérigènes ; les nanomatériaux peuvent être toxiques ou provoquer des mutations de l'ADN. Peu importe, les nanoproducts se répandent partout. En 2009, une série de dix-sept « débats publics sur les nanotechnologies » est organisée en France : mais c'est dans l'esprit du *there is no alternative* ! « Puisque les nanotechnologies vont bouleverser notre façon de vivre, il ne s'agit pas d'être pour ou contre », tranche Jean-Louis Borloo : c'est régler d'avance la question. Le public ne sera pas réellement appelé à débattre... Les amis de PMO voient dans cette campagne de pseudo-débats une manœuvre visant à enfouir les critiques, et décident alors d'agir. Puisque (selon eux) ces réunions d'information sont en réalité des séances de formatage, la meilleure pédagogie consiste à les perturber. À Strasbourg, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lille, Grenoble, les séances publiques des nanotechnologues seront envahies et interrompues. La campagne de persuasion sera un échec.

Certains managers catholiques ont pris part à l'organisation

de ces réunions ; habitués aux discussions courtoises entre cadres d'entreprise, ils ont été choqués par les méthodes des perturbateurs.

D'où leur surprise, en 2014, devant un livre qui paraît sous l'égide de PMO ! Signé Alexis Escudero, l'ouvrage converge de la façon la plus flagrante (et la plus involontaire) avec certaines thèses de l'Église sur des questions essentielles. Intitulé *La reproduction artificielle de l'humain*<sup>39</sup>, le livre s'en prend ainsi au « bazar du beau bébé », à la « reproduction du bétail humain », et démonte les rouages économiques de la procréation médicalement assistée. Ce qu'il reproche à la PMA n'est pas l'usage qu'en feront des homosexuel(le)s, mais ce qu'elle est « en tant que technique » : un cran supplémentaire de l'engrenage « eugénisme - marchandisation du vivant - manipulation génétique - transhumanisme »... Dans la machinerie biotechnologique qui s'empare de nos vies, le livre voit une avancée totalitaire du système économique, pour rendre artificiel et payant ce qui était naturel et gratuit :

« S'étant emparé petit à petit de tous les territoires du globe, de chaque aspect de la vie sociale, de chaque parcelle de vie qui lui avait échappé jusqu'alors, l'expansion du Capital bute sur les limites géographiques de la Terre. En attendant de coloniser la planète Mars, la reproduction humaine est maintenant son nouveau terrain de jeu », écrit Escudero.

Dénonçant la « soumission enthousiaste aux intérêts des technocrates et gestionnaires du cheptel humain », le livre conclut en appelant à la « dignité » par l'émancipation : il s'agit de ne plus être assujettis aux intérêts de la « classe prédatrice »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## **L'Internationale (du Christ) sera le genre humain**

« *C'est la lutte finale / Groupons-nous et demain / L'Internationale / sera le genre humain...* » Tout le monde connaît ce vieil hymne, écrit par un militant de la Commune en 1871 pendant que les Versaillais fusillaient les ouvriers. Il y avait alors l'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864 (« l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »). Il allait y avoir l'Internationale ouvrière, en 1889. Puis l'Internationale communiste, en 1919, vite absorbée par le stalinisme. Et l'Internationale socialiste en 1951, vite absorbée par le libéralisme... L'histoire des Internationales successives est une série d'échecs.

Mais le désir d'Internationale renaît d'époque en époque et la raison en est simple : pour se défendre concrètement d'un pouvoir mondial, la résistance ne peut être *seulement* nationale. C'est ce que le pape François souligne noir sur blanc dans son discours de Santa Cruz, en juin 2015.

Face à un système « global » qui « détruit la fraternité entre les hommes et oppose les peuples les uns aux autres, dit-il, nous voulons un changement qui touche le monde entier » : un changement « positif », un changement « qui fasse du bien » et qui germe déjà « dans les périphéries de la planète ». Quand il plaide pour la souveraineté des pays pauvres, quand il déclare : « les peuples du monde veulent être les artisans de leur propre destin », François n'appelle pas au repli (le risque des guerres le

hante). Il appelle à la solidarité. Il appelle les militants sociaux à « unir nos peuples »... Il prône aussi la solidarité internationale quand il appelle – au nom de Dieu – les peuples « et leurs mouvements » à défendre « la Mère Terre », contre « les intérêts globaux qui détruisent la création ».

Cette mobilisation et cette solidarité sont un appel à la formation d'une Internationale inédite. Son prologue a eu lieu en octobre 2014, avec la réunion des mouvements populaires au Vatican et la naissance de leur coordination mondiale<sup>48</sup>. Le discours du pape à ces militants donne à leur rencontre un ton qui rappelle, *mutatis mutandis*, celui de la première Internationale des travailleurs (celle de 1864) : l'émancipation des pauvres et des peuples, dit le pape, sera l'œuvre des pauvres et des peuples eux-mêmes et de leur « capacité à s'organiser » !

Voilà l'esprit de cette nouvelle Internationale. Contrairement à celle de Moscou naguère, celle-là fait confiance « aux peuples et à leurs organisations » : elle veut les « accompagner » dans leurs efforts et leurs luttes pour faire renaître une société. Le pape François en appelle aux peuples réels, enracinés dans leurs cultures : non à un concept abstrait de « prolétariat ». Il veut leur bien concret, l'amélioration de leur existence : non la poursuite d'une révolution qui ne vient jamais (et qui cède toujours la place à des coups de force et des dictatures, comme François le rappelle dans le discours de Santa Cruz).

Pour autant, c'est à une lutte très réelle qu'il convoque les peuples du monde : la lutte contre l'idole Argent.

Le pape ne laisse pas d'échappatoire aux amis des faux-fuyants, qui pactiseraient volontiers avec l'Idole tout en se réclamant de « valeurs chrétiennes ». La révolution de François est *réellement* une révolution. Elle vise réellement à changer les structures économiques. On sait (il le rappelle) que les

changements de structures sont insuffisants, et que les nouvelles structures dégénèrent si le changement des cœurs ne les soutient pas. Cependant il faut changer les structures quand elles sont oppressives ! L'Église le dit de plus en plus fort aujourd'hui, mais elle l'a toujours dit à qui voulait l'écouter : un catholique ne peut pas opposer le « spirituel » au « social ». Jésus nous avertit que nous ne devons pas servir Mammon (Matthieu 6), et que nous serons jugés sur ce que nous aurons fait pour *et avec* les victimes de Mammon (Matthieu 25)... La lutte chrétienne est spirituelle *et* sociale, intérieure *et* extérieure ; contrairement à la lutte des classes dans la théorie marxiste, elle n'est jamais « finale » mais toujours à reprendre : le christianisme pris au sérieux est la véritable révolution permanente. C'est un soulèvement de la Vie.

D'où le fait que le pape incarne aujourd'hui un élan international – même si ce phénomène choque de durs petits esprits parisiens : ceux qui ont peur du mot « international », et ceux qui ont peur du mot « pape »... Ces derniers sont semblables au maire Philoxène, dans le *Manon* de Pagnol, qui ne souhaite pas que l'on dégage la source bouchée : si l'eau revenait, dit-il, « ça nous ferait tout un village de calotins et je perdrais la mairie ». Dans *Manon*, l'eau finit par être libérée, on entend de nouveau « respirer les fontaines » et le village revit ; dans l'Occident libéral-libertaire, certains préfèrent que le monde meure de soif s'il faut s'allier au pape pour déboucher les sources. Mais ceux-là sont débordés par François, le pape imprévu. Nous avons vu que ses appels suscitent l'examen de conscience dans les pays riches, et l'enthousiasme dans l'hémisphère sud et en Extrême-Orient. La question maintenant est : que faire ?

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



connaissance...

« La priorité reconnue à la liberté et à la conversion du cœur n'élimine nullement la nécessité d'un changement des structures injustes », écrivait le cardinal Ratzinger : « il est donc pleinement légitime que ceux qui souffrent de l'oppression de la part des détenteurs de la richesse ou du pouvoir politique agissent, par des moyens moralement licites, pour obtenir des structures et des institutions dans lesquelles leurs droits soient vraiment respectés. »

Joseph Ratzinger excluait « le recours systématique à la violence » pour la libération. Mais il ajoutait : « On condamnera avec la même vigueur la violence exercée par les possédants contre les pauvres. » En clair : le Magistère de l'Église critiquait certaines tendances de la théologie de la libération, mais il la reconnaissait comme une part de l'engagement chrétien dans l'histoire. Et il justifiait la résistance aux structures d'oppression. « Il y a manifestement des structures du mal », allait insister plus tard le cardinal Ratzinger<sup>59</sup> : elles « pèsent lourd sur l'homme » et « peuvent édifier un mur devant l'entrée de Dieu dans le monde ».

Trois décennies plus tard, certains déviants de la théologie de la libération – tel Leonardo Boff – ont quitté le christianisme. Mais le prêtre péruvien Gustavo Gutierrez, véritable créateur de cette théologie, a su la décanter : « Je rends grâce au Très-Haut pour la conclusion satisfaisante du chemin de clarification et d'approfondissement de l'œuvre du P. Gutierrez », écrit le futur Benoît XVI en septembre 2004. C'est un « exemple éclatant », insiste-t-il : « Gustavo Gutierrez a réellement continué à

développer son œuvre, sous une forme de théologie de la libération conforme à son objet et capable d'avenir. »

Le monde et les enjeux ont en effet changé à cette date : le problème communiste a disparu, l'adversaire principal de l'Église est l'idole Argent ; résister à celle-ci est une urgence, comme l'annonçait la partie positive du document Ratzinger de 1986. Encore une dizaine d'années et l'heure du pape François va sonner. Clarifier les choses pour repartir sur des bases saines : c'est ainsi que l'Église avance.

Qu'était-ce, au fond, que la « théologie de la libération » ? Une véritable théologie, visant à s'incarner dans le social : et même une pensée « fondamentale », constatait le cardinal Ratzinger en 1997...

« Elle a trouvé un écho sur tous les continents, ce qui permet aussi de l'interpréter dans un sens positif. Le cœur de cette pensée, c'est que le christianisme doit aussi agir sur l'existence terrestre de l'homme. Il doit lui donner la liberté de conscience, mais il doit aussi essayer de faire valoir les droits sociaux<sup>60</sup>. »

Le Christ est au cœur de tout et « s'engage à faire vivre ceux qui dépensent d'abord leur énergie à mettre en pratique ses préceptes, et ce dans toutes les dimensions de leur existence<sup>61</sup> » : car l'Évangile prend soin *aussi* des dimensions matérielles de l'existence humaine. La rédemption par le Fils incarné n'est pas désincarnée ; ce qu'elle inspire aux chrétiens sur terre les pousse à servir les hommes, jusque sur le plan politique et social. En servant ses frères sur tous les plans, le chrétien place ce service dans la recherche du Règne du Christ,

qui a commandé Lui-même d'agir ainsi.

D'où la « théologie du peuple » élaborée par des théologiens argentins dans les années 1970 : elle voit dans la résistance à l'oppression l'un des accomplissements des préceptes évangéliques.

La théologie du peuple est un courant parmi les diverses théologies de la libération, « mais elle pense la notion de peuple à partir de la nation, et elle voit la religion populaire – surtout le catholicisme populaire – comme l'incarnation de la foi et de l'Évangile dans la culture » précise le jésuite Juan Carlos Scannone<sup>62</sup> qui fut l'un des professeurs du futur pape François. Il insiste :

« Bergoglio a l'idée d'un peuple qui a une mémoire historique, un style de vie et un projet partagé en vue du bien commun... Chaque génération n'est pas seulement la répétition de celle qui précède, mais elle apporte quelque chose de neuf. »

Lorsque François rédige *La joie de l'Évangile* en 2013, il a recours à plusieurs représentants de cette « théologie du peuple » qui voulut, dès l'origine, « penser la relation entre le peuple de Dieu et les peuples de la terre, à la fois contre le marxisme et contre le libéralisme<sup>63</sup> ».

Voilà donc un internationalisme sans équivalent... L'Église (dit Joseph Ratzinger) a une façon unique de « maintenir des univers différents dans un consensus commun » : elle « lance des ponts par-dessus les mondes<sup>64</sup> ». Il ne s'agit pas pour elle de conserver des positions dans un combat défensif ! Au contraire, il s'agit d'aller vers les périphéries, de se déployer en haute mer, là où tout semble inconnu et mouvant : c'est à quoi François

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*para el buen vivir* ! La formule indienne se fait le cri d'un soulèvement international. Quand le pape à Santa Cruz en appelle aux « périphéries oubliées de la planète », il reprend les termes mêmes d'intellectuels révolutionnaires indigénistes : ce clin d'œil a été saisi par le continent sud-américain tout entier. Le clin d'œil s'adresse aussi, sur les autres continents, à tous ceux qui voient que le « capitalisme tardif » (comme dit le catholique nord-américain Cavanaugh) n'est pas capable de répondre à la question du sens de la vie autrement que par le gavage et le gaspillage : ce qui signe la fin d'une civilisation – et appelle l'éclosion d'une autre civilisation, à la recherche d'échanges économiques équilibrés, qui permettraient l'harmonie entre les hommes et avec la nature.

Le fait que ce rejet du productivisme soit prôné par des pauvres, devrait faire réfléchir les riches. De même, les catholiques des pays riches peuvent réfléchir en entendant leur pape appeler à lancer partout des expériences locales de « circuits courts » de production et de commercialisation, de relocalisation de l'économie, de coopératives, de pratiques économes en énergie et de préservation des ressources naturelles...

Le pape parle comme les militants andins : eux et lui disent que l'heure est venue de faire naître un autre monde. Les « alternatives créatives » de François, c'est la « révolution à partir d'en bas » (*desde abajo*) des mouvements sociaux latinos. Eux, comme lui, misent à la fois sur le courage et sur la patience : il en faut beaucoup pour faire vivre ces « processus » de création de réseaux, d'enclaves autogérées, de communautés de quartiers, d'entreprises et d'exploitations agricoles. Le pape et les militants savent que ce sera long, difficile, et qu'il faudra savoir « arroser sereinement ce que d'autres verront fleurir<sup>71</sup> ».

Certains catholiques de l'hémisphère nord disent que « le pape argentin n'a parlé que pour des Boliviens ». C'est faux : il a prôné, mot pour mot, un changement « qui touche le monde entier ». Veut-il étendre à tous les peuples des expériences communautaires propres à certains d'entre eux ? Évidemment non : il insiste assez sur la singularité de chaque culture pour qu'on ne lui prête pas cette idée. Mais son diagnostic est mondial, et son appel aussi.

« L'ardent désir de changement » qu'il constate de la part « des peuples du monde », c'est le désir de se libérer de la « tristesse individualiste asservissante ». À quoi sommes-nous tous « asservis », dit-il ? Au « capital érigé en idole » : délire qui prétend ajuster l'homme à l'économie. Il s'agit donc de libérer des espaces et d'y faire naître une économie réajustée à l'homme : une économie de proximité, selon les besoins réels, et qui créera du travail par l'organisation communautaire. Au nord comme au sud de la planète, on appelle ça « l'autogestion ».

L'idée d'autogestion a une histoire française. Lancée par Proudhon au XIX<sup>e</sup> siècle, longtemps combattue par les communistes, illustrée en 1973 par la lutte épique des ouvriers de Lip (soutenus par les curés de la région), étouffée par le PS au nom du programme socialo-communiste puis – inversement – au nom du social-libéralisme, l'autogestion ne subsiste aujourd'hui en France que dans le réseau des coopératives de travailleurs associés : 2 600 « Scop » de 19 salariés en moyenne ; 51 000 salariés au total. Mais l'idée renaît.

Le 25 mai 2015, en pleurant de joie après 1 336 jours d'une lutte devenue symbole de la résistance au capitalisme financier, les 76 salariés de l'entreprise Fralib – qui fabriquaient le thé de l'Éléphant – ont arraché au géant mondial Unilever (49,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires) le droit de reprendre en

coopérative ouvrière l'activité de leur usine de Gémenos dans les Bouches-du-Rhône... Deux mois plus tôt, à Villeurbanne dans le Rhône, les ex-ouvrières de la lingerie Lejaby avaient échoué de peu dans une tentative comparable.

L'idée autogestionnaire refléurit en France, dans les interstices de la domination des grandes entreprises. Cette renaissance est mondiale. À Punto Fijo au Venezuela, en juillet 2015, se tenait la cinquième rencontre internationale de « l'Économie des travailleuses et des travailleurs ». Les deux premières rencontres, organisées par des universitaires argentins, avaient eu lieu à Buenos Aires ; la troisième à Mexico ; la quatrième à Paraíba au Brésil. En janvier 2014, une rencontre régionale s'était tenue à Gémenos, chez les Fralib en lutte. La rencontre internationale de 2015 rassemblait « des camarades originaires d'une vingtaine de pays des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Océanie », pour discuter autogestion et « défense des droits et des intérêts de la population qui vit de son travail, dans le cadre des conditions actuelles du capitalisme mondialisé néolibéral ». Au programme : « les expériences d'autogestion générées par les peuples sud-américains, les entreprises récupérées en Argentine, en Uruguay et au Brésil, les mouvements coopératifs de travailleurs, les expériences de contrôle ouvrier et de cogestion au Venezuela, l'économie solidaire et les autres luttes pour l'auto-organisation du travail et de l'autogestion de l'économie... »

Ces expériences représentées à la rencontre internationale de Punto Fijo recoupaient celles que le pape évoquait à Santa Cruz, dix jours plus tôt. Le pape François parle concret : au moment où il mentionne (en les approuvant) les campagnes de boycott de certains produits des géants économiques mondiaux, une de ces campagnes est lancée contre le géant Unilever – pour soutenir les Fralib – par les travailleurs grecs de l'entreprise Vio-Mé.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



Cependant, les républicains et les démocrates se disputent les votes [de ces mêmes classes moyennes] : les républicains racolent avec leur « soutien des valeurs familiales » et leur « opposition à l'avortement », et les démocrates brandissent « l'égalité » et la « justice sociale ». Après quoi, lorsque les jeux sont faits, les partis ne font que ce que les pouvoirs entrepreneuriaux leur font faire (dans chaque camp) : refouler les chrétiens dans les catacombes, et élargir sans cesse l'inégalité qui sépare les *consanguins de Walkerton, Indiana* des Gens Très Éclairés...

[...] Ce que nous avons vu dans l'Indiana [nous a montré] sans masques ceux qui dirigent l'Amérique, et le genre d'Amérique qu'ils installent chaque jour un peu plus. Ce sera une Amérique où les puissants règnent sur les sans-pouvoirs, où les riches font la loi aux pauvres, où les forts sont libérés des vieilles contraintes de la culture et du rang, où l'indifférence libertarienne – envers les questions morales ou les inégalités économiques – s'inscrit dans la structure nationale. Aucune limite reflétée par des normes politiques, sociales ou religieuses ne sera plus permise.

# Table des matières

## Introduction

### 1- L'encyclique de l'aube

Miracle dans les médias français

Les diagnostics du pape François

Le pape ouvre des pistes

Le discours de Santa Cruz

Une aube libératrice

Les partisans du brouillard

### 2 - La réalité est la même pour tout le monde

Malaise dans la civilisation

L'économie d'Ubu

Libre-échangeisme : la « libération » qui opprime

Le saccage économique de l'environnement

### 3 - La fraternisation difficile

Une jeunesse face à l'idole Argent

Un paradoxe grec : « Seul le pape est courageux »

Un examen de conscience : l'exemple agricole en France

Abattre le mur des quiproquos

4 - « Contre l'artificialisation du vivant »

Une convergence encore plus imprévue

L'alleluia de *La Décroissance* et de *L'Écologiste*

Artificialisation et « dé-création »

5 - L'Internationale (du Christ) sera le genre humain

L'expérience de l'altermondialisme

Salvador : l'exemple du bienheureux martyr

Oscar Romero

Les théologies de la libération et la théologie du peuple

6 - Printemps mondial pour le catholicisme ?

Conversion et révolution

Le pape François parle concret

Un amour à prendre au sérieux

Le Christ est « en avant »

Annexe

Achevé d'imprimer par XXXXXX,  
en XXXXX 2005  
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : XXXXXXXX 2005

*Imprimé en France*